

# La Lettonie est résolument en faveur d'une Europe « unie dans la diversité »

**Rolands Lappuķe**

**A**yant disserté et entendu dissenter depuis des décennies sur l'équilibre des institutions européennes – une Union européenne plus ou moins fédérale, le renforcement de la Commission, l'équilibre entre le Conseil de ministres et le Parlement européen – je m'en abstiendrai ici. J'ai développé aussi une certaine aversion contre des affirmations comme « Moi, je suis pour l'Europe, mais je veux une autre Europe ». L'Union européenne est, telle qu'elle est, une invention magnifique et un organisme imparfait puisque créé par et pour l'être humain mais avec une rare capacité d'adaptation. Son progrès dépend d'une volonté politique, l'institutionnel restant un instrument nécessaire. Cet article ne tentera pas non plus de dire qui a tort ou raison mais plutôt de proposer d'être à l'écoute les uns des autres, en nous méfiant de convictions absolues menant à l'intolérance et susceptibles de sacrifier « la diversité dans l'Union ».

La lecture des mémoires de Jean Monnet a marqué ma réflexion sur l'Europe et la politique internationale. La volonté de Monnet était d'accomplir des missions d'utilité publique plutôt que de réaliser des ambitions narcissiques. Il identifiait



D.R.

les projets unissant les nations afin de faire avancer leur coopération et, au-delà, une éventuelle intégration. Sa méthode au pragmatisme déclaré, visant à unir des hommes plutôt qu'à coaliser des nations, me semble toujours d'une logique souhaitable.

La « méthode Monnet » est de nos jours décriée. Elle serait obsolète. On note une tendance non plus à rechercher ce qui pourrait unir mais à identifier ce qui diffère entre nous. On établit des lignes de schismes nord-sud, est-ouest au sein de l'Union européenne, et d'autres au sein des nations. Le populisme ou le

**Rolands Lappuķe :**  
« La méthode de Jean Monnet au pragmatisme déclaré, visant à unir des hommes plutôt qu'à coaliser des nations, me semble toujours d'une logique souhaitable. »

**Rolands Lappuķe a été Ambassadeur de Lettonie en France de 2003 à 2007**

## Les limites de la solidarité européenne

Le cas – qui a fait jurisprudence – de l'entreprise lettone Laval, dans le domaine du bâtiment, a montré que les limites de la solidarité européenne n'étaient pas à sens unique. Les conventions collectives suédoises ont en effet permis d'interrompre les activités de cette entreprise implantée en Suède, restreignant ainsi la liberté européenne des prestations de service (il s'agissait en l'occurrence de prestations de qualité équivalente aux locales mais à moindre coût). Nous suivrons avec intérêt les initiatives européennes du Président Macron à ce sujet. Il ne faudrait pas que des mesures soient prises<sup>1</sup> en vue de préserver les privilèges de certains pays, dès lors plus égaux que les autres...

<sup>1</sup> Il s'agit en l'occurrence de la directive sur les travailleurs détachés.

politiquement correct a vite fait de désigner un ennemi. Maintes fois les périodes difficiles de l'histoire ont montré le pouvoir redoutable d'explications simplificatrices stigmatisant un coupable évident.

### RESPECTER LES SPÉCIFICITÉS

Qu'en est-il en Lettonie ? Quel bilan pourrait-on faire brièvement en cette année du centenaire de la fondation de l'État letton, après quatorze ans de participation active à l'Union européenne ?

Depuis la restauration de l'indépendance en 1991, après quarante-six ans d'occupation soviétique et d'internationalisme de langue russe, la Lettonie se devait de se concentrer sur son identité et sa souveraineté. Pour garantir cette dernière le pays s'est naturellement concentré sur l'intégration dans les organisations internationales, en mettant l'accent sur l'aspect de sécurité de sa politique étrangère. L'OTAN avait un caractère prioritaire et même l'Union européenne prenait une dimension sécuritaire.

L'intégration dans les institutions européennes, la coopération avec les autres pays membres, une présidence de l'UE fructueuse en 2015 ont consolidé un sentiment d'appartenance à l'espace européen que la période soviétique avait tenté d'annihiler. De même, la possibilité de concrétiser des projets qui eussent été impossibles sans l'UE, qu'il s'agisse de petites centrales d'énergie renouvelable ou du grand projet de *Rail Baltic* qui prévoit la construction d'un TGV qui traversera les Pays baltes pour rejoindre Berlin, a contribué à la convergence de l'économie lettone avec celle du reste de l'Europe.

La crise migratoire, en revanche, a révélé des dissensions au plan européen. Le principe de solidarité, la dignité de l'individu et le respect des droits de l'Homme sont primordiaux au sein de l'UE et on ne devrait pas s'attendre à une solidarité à la carte donnant le droit à des fonds européens, sans respecter des devoirs en retour. Ainsi, la machine à juger le politiquement correct s'est mise prestement en marche pour conclure que les pays s'opposant aux quotas de réfugiés font preuve d'un égoïsme intolérable.

La sensibilité lettone est influencée par un « passé qui ne passe pas ». L'époque soviétique a amené des centaines de milliers de colons dans le pays – implantés, souvent délibérément, par le régime – et a fait de la Lettonie un pays dont la population de migrants, de proportion supérieure à celle de la plupart des pays européens, montre une volonté ambiguë d'adhésion au projet d'État letton. Arrivés dans une situation politique de domination, nombre de ces migrants supportent encore mal une

adaptation au changement, même à situation d'égalité, où le simple fait d'apprendre une seconde langue, la langue officielle de l'État letton, est une humiliation. Il est donc aisé de comprendre qu'une politique d'immigration imposant des quotas puisse rencontrer des réticences dans la population lettone.

De plus, ni le modèle multiculturel britannique ni « les territoires perdus de la République » en France n'inspirent un grand enthousiasme en Lettonie (et pas seulement en Lettonie). Là encore, l'amitié des peuples, jadis « idéologisée » et imposée par le pouvoir soviétique, a laissé des souvenirs lourds d'impérialisme. Il y a donc une certaine défiance envers une plus grande ouverture à l'immigration, et dans le principe, et dans le fait que ce soit vécu comme un diktat imposé par un pouvoir extérieur.

## LES DANGERS DU « POLITIQUEMENT CORRECT »

Revenons à l'aspect du politiquement correct. Dans les années 1970-80, toute critique de l'Union soviétique dans les milieux universitaires français était discréditée par l'accusation d'antisoviétisme primaire. Il n'y avait pas lieu de discuter, tout était entendu. Doit-on s'étonner qu'un peuple, qui a survécu à deux totalitarismes, le nazisme, le stalinisme – le génocide et le Goulag – ne se laisse pas nécessairement impressionner par un reproche de ne pas vouloir obligatoirement s'aligner sur un politiquement correct de rigueur ?

Le politiquement correct n'a rien d'anodin à l'ère de l'internet où des vagues déferlantes de campagnes de dénigrement, justifiées ou non,



évoquent parfois des lynchages. La campagne référendaire de 2005 en France a été pour moi un exemple troublant d'*agitprop* massive pour le non à la Constitution européenne avec quelques 9 millions de liens au non, devant un oui inexistant. Pour moi cela a constitué une leçon sur le potentiel anti-démocratique d'internet.

Mais l'essentiel est ailleurs. Les institutions européennes, Union européenne et Conseil de l'Europe, cherchent à promouvoir les libertés, à effacer les injustices, les inégalités, les discriminations. Une discipline de respect de ces valeurs est devenue une règle. Toutefois, des voix critiques qualifient de « droit-de-l'hommisme » l'application systématique de ces valeurs de dignité humaine. Les thuriféraires moscovites de la Troisième Rome sont même partis en croisade avec la mission de sauver la civilisation chrétienne européenne de cette « Gayropa ». Cette conviction est partagée par nombre

Aleksandrs Romans (Lieliecava, Lettonie, 1878-Mitau [auj. Jelgava], Lettonie, 1911), *Paysage au cavalier*, 1910. Huile sur toile, 85×105,5cm. Signé en bas à droite : Romans 1910. Riga, musée national des Beaux-Arts de Lettonie, inv. VMM GL-1690. © Photo Normunds Brasliņš



Janis Rozentāls  
(Saldus, Lettonie,  
1866–Helsinki,  
Finlande, 1916)  
*Portrait de Malvīne  
Vignere, Soir, 1898,*  
Huile sur toile,  
177×95,5cm, Riga,  
musée national  
des Beaux-Arts de  
Lettonie, inv. VMM  
GL-1178. © Photo  
Normunds Brasliņš

de personnes que certains principes déroutent parfois.

Dans une interview récente, l'archevêque de l'Église catholique de Lettonie a manifesté ce trouble. Dans les années 1980, jeune croyant en Union soviétique, il avait personnellement souffert du régime totalitaire qui opprimait les hommes de foi. Pour lui, à cette époque, l'Europe et l'Occident symbolisaient la liberté, la démocratie fondée sur les valeurs éthiques et la tolérance en contraste absolu avec le régime communiste. Il

exprime désormais sa déception de constater qu'en Europe occidentale le politiquement correct opprime, selon lui, l'expression de certaines valeurs chrétiennes. (Il vise notamment l'idéologie des genres dont la promotion semble constituer un point de rupture). Le plus déconcertant est qu'il en vienne à parler d'un troisième totalitarisme. Cependant, dénigrer son propos et l'utilisation d'un qualificatif, pour moi, exagéré et inadéquat n'est pas le mien ici.

### S'INSPIRER DE LA « MÉTHODE MONNET »

Convictions profondes, politiquement correct, populisme ? Souvent, nous assistons à des collisions d'idéologies, qui paraissent inconciliables, où les parties campent sur des positions bien tranchées. Bien sûr, il n'y a pas de sphère publique commune – on ne peut parler de *demos* européen, mais plutôt de *demois* (au pluriel) – chaque nation a son histoire et sa perception des événements. Mais, après tout, les choses changent selon les époques. Je me réfère souvent à l'année 1524 – date de la fondation de la première paroisse luthérienne de Strasbourg, un des premiers centres protestants du Saint-Empire romain germanique, ainsi que de la fondation de la première paroisse luthérienne hors de cet Empire à Riga. Date à laquelle, dans l'Espagne de l'Inquisition, au large de San Sebastian, fut arrêté un bateau chargé de littérature luthérienne qui fut brûlée *illico*. Maintenant, Strasbourg est française, une des capitales de l'Union européenne, à laquelle l'Espagne a adhéré en 1986 et la Lettonie en 2004. Les destins européens

sont impénétrables. « L'union dans la diversité » – la devise européenne – peut-elle se fonder sur un unique « politiquement correct » intransigeant ? Pour concilier les « inconciliables » et unir les *demois*, peut-être vaudrait-il mieux chercher une « méthode Monnet » qui prônerait par une reconnaissance mutuelle des histoires des pays européens comme le propose Kalypso Nicolaïdis. Patience, compréhension, abnégation, humilité me semblent des qualités essentielles pour fonder les ambitions européennes d'un siècle à l'histoire si illisible. ☺



Janis Rozentāls (Saldus, Lettonie, 1866 –Helsinki, Finlande, 1916) *La Princesse au singe*, 1913, Huile sur toile, 147,5×71cm. Signé et daté en bas à droite: Jan Rosenthal 1913, Riga, musée national des Beaux-Arts de Lettonie, inv. VMM GL-5668. © Image Musée national des Beaux-Arts de Lettonie